



Rassemblement de Dijon

Discours d'Emmanuel Macron

25 mars 2017 - Zénith de Dijon

Mes amis, bonsoir !

Je suis très heureux.

Très heureux d'être là, ce soir, avec vous.

Très heureux parce que, mon ami François PATRIAT vient de le dire : dans un mois, nous avons une date fondamentale pour nous toutes et tous.

Une date à laquelle nous devons choisir collectivement le destin de la France, la réponse que nous voulons apporter aux doutes, aux troubles, aux craintes, mais aussi aux formidables promesses qui existent aujourd'hui pour notre pays. Dans un mois.

Alors, venir aujourd'hui à Dijon n'a rien d'innocent. Parce que, tu l'as rappelé, François, le 6 avril 2016, nous n'étions pas si nombreux, à Amiens, lorsqu'En Marche ! a commencé. C'était une idée sans doute un peu folle - mais enfin, sans idée folle, on ne fait pas avancer le monde. C'était un rêve pour certains, de l'irresponsabilité pour d'autres, déjà on m'accusait de beaucoup d'irresponsabilité, voire d'immatunité. Ça n'a pas cessé depuis mais ça ne m'a pas arrêté. Et il y avait quelques centaines de personnes, mais pas tant. Mais tu étais là et ça, je ne l'oublierai pas. Parce que tu fais partie de la race des courageux, de ceux qui ont eu une carrière, ont fait des choix, ont mené des combats, mais qui, lorsque la réalité s'ouvre, qu'on constate que les choses ne vont plus comme elles devraient aller... Tu as fait partie des quelques-uns qui ont voulu casser avec les habitudes.

Alors ce soir, nous sommes beaucoup plus nombreux qu'à Amiens. Beaucoup plus. Nous avons fait énormément de chemin, depuis avril 2016. Vous avez fait énormément de chemin. Parce que je ne serais pas là sans vous. Mais le mois qui reste est un mois décisif. Ce sera le mois de toutes les batailles, de toutes les attaques, de tous les conflits,

Seul le prononcé fait foi.

page 1 sur 12

n'en doutez pas une seule seconde. Il y aura des bruits – je vous entendais tout à l'heure encore me les dire, à juste titre, parce qu'on entend les choses ! Il y aura des attaques personnelles, je n'ai pas peur de celles-ci. Parce que moi, je crois dans la justice de mon pays. Il y aura des combats, je l'espère aussi, projet contre projet. Il y aura des jours pluvieux et des jours ensoleillés. Mais durant les trente jours qui viennent, ce que je vous demande, c'est de ne jamais cesser de convaincre, de ne jamais cesser de croire, de ne jamais cesser de vous battre, parce que le mois qui vient doit être notre mois ! Le printemps qui vient doit être notre printemps !

Parce que oui, aujourd'hui, les choses vont bien, semble-t-il. On dit du bien de nous parfois - les commentateurs, cela dépend, mais nous nous sommes habitués. Mais n'en croyez rien jusqu'au dernier jour. Rien. Battez-vous chaque instant. Parce que le cœur de cette bataille, c'est de savoir comment nous allons changer la France. Parce que le cœur de cette bataille, c'est la lutte entre les progressistes et les conservateurs. Parce que le cœur de cette bataille, c'est celle que nous avons commencé à mener et que nous mènerons jusqu'au bout, entre les patriotes que nous sommes et les nationalistes du Front National. C'est cela, la bataille !

Parce que si nous sommes là aujourd'hui, c'est qu'il y avait une lassitude. Parce que si nous sommes là aujourd'hui, c'est qu'il y a beaucoup de colère. Parce que si nous sommes là aujourd'hui, c'est qu'il y a aussi tant et tant d'attentes. Et je sais que l'enthousiasme qui est le vôtre, c'est aussi de l'exigence à mon endroit. Et je sais ce que je vous dois. C'est ce projet et ce que nous ferons. Alors oui, les trente jours qui viennent, ce sont ceux par lesquels nous pourrions, justement, changer le pays. Ce sont ceux par lesquels nous devons, jusqu'à la dernière seconde, convaincre les Français, les Françaises, que nous allons changer leur vie.

Et ce soir, c'est de cela que je veux vous parler. C'est partager trois convictions avec vous. Essayer d'expliquer, pour que vous puissiez être les colporteurs de cette bonne nouvelle, pendant ce mois, pendant ce printemps. Essayer d'expliquer en quoi et comment nous allons changer la vie de la France. Parce que nous allons changer la démocratie. Parce que nous allons changer la vie quotidienne. Parce que nous allons inventer notre futur. C'est cela, notre projet.

Alors oui, mes amis, nous allons changer la démocratie, la vie politique, nos habitudes politiques, et vous savez quoi, nous sommes déjà en train de le faire. Vous êtes en train de le faire. C'est cela, ce que nous avons déjà fait. Alors certaines et certains ne veulent pas s'y résoudre et ils veulent nous enfermer. On me demandait tout à l'heure : "Jean-Yves LE DRIAN, paraît-il, va vous rejoindre. Vous devenez donc un mouvement de gauche ?" C'est terrible, c'est toujours les questions qui sont posées par la presse. Alors, vous savez, il y a des phrases, vous construisez des argumentaires, certains appellent ça des éléments de langage. C'est pour vous protéger. Mais j'étais rassuré parce qu'une heure plus tard, d'autres journalistes me disaient "Monsieur PERBEN vous rejoint. Vous devenez donc un mouvement de droite." Et puis une autre journaliste me disait "c'était formidable, vous étiez à Avallon, on a passé un formidable moment, mais le député-maire CAULLET" - cher Jean-Yves, merci d'être là - "il était à côté du sénateur LEMOYNE" - cher Jean-Baptiste, merci à toi aussi d'être là - et donc, ce même journaliste me disait "on n'y comprend plus rien! " Mais c'est peut-être eux qui ont compris. C'est vous qui avez compris. C'est vous qui les avez guidés. C'est vous qui avez ouvert la voie, celle que mon ami le maire de Besançon a suivie aussi depuis tant et tant de mois, cher Jean-Louis, qu'Anne, à Nevers et ailleurs, a suivie aussi et Patricia dans le Grand Est. Mais cette voie, vous l'avez ouverte.

Seul le prononcé fait foi.

Alors, oui, ça trouble des repères. Mais ce que nous sommes en train de faire collectivement, qui advient, qu'est-ce que c'est ? La réconciliation de la société civile et de la société politique. Il y a ici, et merci encore pour tout le travail que tu as fait, il y a ici des femmes et des hommes d'une nouvelle génération, des femmes et des hommes qui n'étaient pas dans la vie politique, qui parfois s'en étaient éloignés avec beaucoup de dégoût, qui sont revenus à l'action, à la mobilisation. Et ils sont là, avec des responsables politiques. Et nous avons réconcilié la gauche progressiste et la droite progressiste. Et nous avons construit, dans ce travail, cette alliance avec le centre, portée par François BAYROU. Et donc, oui, ce que nous avons fait depuis tant et tant de mois, c'est une transformation, c'est une refondation de la vie politique française, que cela leur plaise ou non, qu'importe!

Et donc, oui, il continuera à y avoir, dans les semaines qui viennent, des femmes et des hommes de gauche qui nous rejoindront, des femmes et des hommes de droite qui nous rejoindront. Ils prendront leur place. Mais ils rejoindront un projet qui est là, que vous avez contribué à faire, que vous avez porté, un projet progressiste qui réconcilie les territoires, qui réconcilie la France avec elle-même et avec son avenir. Mais cette refondation politique, elle est là. C'est celle-là qui nous porte et qui nous portera. Et cela, je leur avais dit tôt, bien avant leurs primaires. Je leur avais dit "les primaires, elles ne réconcilieront pas les progressistes de gauche avec les autres. Elles ne réconcilieront pas la droite qui croit en l'Europe, qui veut avancer, avec une droite réactionnaire". Ils sont en train de le voir. C'est ce qu'il se passe. Et donc, nous sommes ce mouvement central qui porte les valeurs du progrès réconciliées avec le siècle nouveau.

Et donc, pour ce faire, nous devons garder notre identité. Vous avez peut-être entendu parler d'une émission politique en début de semaine, qui a duré assez longtemps dans la nuit, qui a donné lieu à un débat, à une série de monologues. J'entendais les commentateurs, pour certains ou certaines qui disaient, "on voit bien, ce type, il n'est pas clair. Il est d'accord, de temps en temps avec Monsieur MÉLENCHON, d'autres fois avec Monsieur FILLON, de temps en temps avec Monsieur HAMON. Bon ! Ce n'est pas net!". Mais je vais leur répondre deux choses simples. La première, si on n'est jamais d'accord avec aucun d'entre eux, on a un gros problème. La deuxième, c'est que précisément, les Français et les Françaises sont las de ce monde ancien où il faut toujours dire non parce que c'est l'autre qui le dit. Et la troisième, c'est que moi, je n'aspire pas à diriger le Parti Socialiste, à diriger une frange des Républicains ou à avoir un peu plus d'élus Front National. Moi, j'aspire à présider la France! Et donc, j'aspire à rassembler une majorité de Françaises et de Français avec des convictions fermes.

Alors, s'ils avaient peur de ma capacité à décider... Le lendemain, je suis allé devant les maires et puis j'ai dit des choses qui ne faisaient pas forcément plaisir, mais j'ai dit la vérité. Je leur ai dit "je ne vais pas baisser vos dotations, de manière unilatérale : on l'a trop fait, ça enlève la visibilité, ça casse l'investissement, c'est mauvais pour le pays. Par contre oui, nous devons faire des économies. Moi, je veux en faire soixante milliards sur le quinquennat. Et donc, il faudra faire dix milliards d'euros d'économies sur les collectivités publiques. Mais on va le faire de manière intelligente, partenariale, sur cinq ans, en ayant de la visibilité. Mais vous devrez le faire". Cela n'a pas plu, mais nous avons tenu.

Parce que ceux qui disent le contraire ou bien n'expliquent pas qu'ils monteront les impôts, ceux qui disent le contraire, n'expliquent pas à ce moment-là qu'ils renonceront à d'autres mesures ou alors qu'ils en feront davantage sur le social ou alors peut-être que rien n'est vrai. Et quand j'entends qu'il y a deux ou trois mois, on faisait vingt milliards

Seul le prononcé fait foi.

d'économie sur les collectivités et qu'on va devant les maires et qu'on leur dit "ça sera sept et demi, aujourd'hui, mais on fait cent milliards, on est un projet de redressement. Nous, on est des sérieux, des nets et des droits", moi, ça ne me rassure pas.

Donc oui, cette refondation politique, elle est en marche et nous allons la continuer. Nous allons la continuer comment? Un, en assurant le renouvellement, et ce que je voulais vous redire ce soir, c'est que même si, jour après jour, vous voyez des soutiens, des ralliements - et ils sont extrêmement importants, ils nous donnent de la crédibilité, de l'assise, ils nous apportent de l'expérience - oui, nous renouvellerons la vie politique. Et moi, je suis le garant de cette promesse. Donc, oui, la moitié des investitures aux législatives, ce seront de nouveaux visages. Oui, le gouvernement que je nommerai, sera aussi, pour une partie conséquente, de nouveaux visages. Oui, nous renouvellerons la vie politique française.

La deuxième chose, c'est que je suis et je serai le garant de ce pluralisme, de cette volonté, lorsque nous aurons à présenter 577 candidats, que l'ensemble des sensibilités politiques seront représentées de manière juste, équitable. Cela ne sera le refuge ni de l'un, ni de l'autre.

Mais cette transformation de notre vie politique, nous la ferons aussi en moralisant la vie politique, en moralisant la vie publique. Et c'est cela, le projet que nous avons construit. Et qu'est-ce que cela veut dire, très concrètement ? Ça veut dire que les conflits d'intérêts ne seront plus possibles pour les parlementaires : plus de rémunération pour des fonctions de conseil lorsqu'on est un élu de la République en charge de l'intérêt général. Ça veut dire que la rémunération des parlementaires devra être plus transparente, déclarée en totalité, fiscalisée ; avec des frais, légitimes, nécessaires et contrôlés, mais comme tout un chacun, comme nos concitoyens.

Ça veut dire également que nous réduirons le nombre de parlementaires d'un tiers, en introduisant aussi une dose de proportionnelle à l'Assemblée nationale. Non pas pour céder au populisme ambiant, parce que tout ça, je le fais en répétant à chaque instant que nous avons en France six cent mille élus de terrain, que près des trois quarts le font de manière bénévole et qu'une très large, une écrasante majorité sont des élus honnêtes qui donnent leur temps pour la République et qu'ils ne doivent pas être embarqués dans cette démagogie collective. Mais ils ont donc besoin que nous moralisons. Et donc nos parlementaires ont aussi besoin - en diminuant leur nombre, en leur donnant plus de moyens - de pouvoir mieux travailler. Et donc oui, je veux un Parlement qui aura davantage de moyens pour évaluer les politiques publiques, pour contrôler, qui passera plus de temps à évaluer qu'à légiférer. Parce que vous savez, la meilleure façon de simplifier la vie de nos concitoyens - je peux vous le dire en connaissance de cause puisque j'ai participé à ce complot collectif -, c'est de faire moins de lois, mais par contre d'évaluer davantage. Et c'est pour cela aussi que le renouvellement de notre vie démocratique, de notre vie politique, que je veux porter avec vous, c'est un pacte de confiance avec les territoires, avec les élus de terrain, avec la société tout entière. C'est comme cela que nous avons fait le projet. C'est comme cela que je veux que nous gouvernions.

Alors concrètement, qu'est-ce que cela veut dire ? Ça veut dire que dès qu'il y a un problème sur le terrain, on ne doit pas chercher à le régler par la loi, on ne doit pas chercher à monter des usines à gaz. Pourquoi avons-nous créé collectivement ce blocage de la société ? Parce qu'on attend tout de l'État et parce que dans l'État, on considère que seuls les fonctionnaires d'en haut, les ministres et in fine le Président, sont en situation de faire. Eh bien, je vais vous le dire : ça crée beaucoup de malheurs, ça crée beaucoup de blocages, ça crée beaucoup de frustration. Et à la vérité, ça n'est pas possible.

Seul le prononcé fait foi.

Donc oui, je continuerai à me déplacer dans des communes où, lorsqu'on m'interpelle, je dirai "on va y réfléchir, mais trouvons une solution sur le terrain !" Et il faut sortir de ce système du roi thaumaturge, où le président de la République finit dans sa campagne par s'engager sur à peu près tout et n'importe quoi, vous dit "dormez, braves gens, avec moi, ça va être réglé ! Il n'y aura plus de problème de ce côté-là, ça, je vais vous le transformer. Vous avez une fuite là ? Je m'en occupe. Il faut faire une économie là ? Je la ferai moi-même. L'école ne va pas bien ? Ne vous inquiétez pas, j'arrive ! Il y a un problème chez les pompiers ? Votez pour moi dans un mois !" Non ! Parce que le problème, c'est que vous y croyez ! Et que le jour d'après, quand on est élu, eh bien vous l'attendez...

Alors parfois, certains s'étaient habitués. Ils passeront plusieurs fois devant le lampadaire et puis ils diront "bah, ce n'est pas toujours là". Mais on continue à promettre. Ça ne marche plus. L'impatience des Français est telle qu'il vaut mieux dire la vérité dès le début. Moi, je ne veux pas être un président qui fait tout et qui est responsable de tout. Et donc ce que je veux mettre en place, c'est un Premier ministre et un gouvernement qui gouvernent, et qui gouvernent pleinement, avec des responsabilités, y compris des responsabilités politiques. On me parle d'économies ? Les économies sur l'État, les ministres les feront. Ils auront une feuille de route, des objectifs et une évaluation politique. Et je ne les maintiendrai pas s'ils ne le font pas.

On parle de simplification. Eh bien, de la même façon, donnons plus de liberté aux fonctionnaires sur le terrain, aux préfets, aux présidents d'université, aux directeurs d'école, à toutes celles et ceux qui font l'action publique pour l'État, pour décider, pour adapter les normes, pour ajuster dans leurs discussions. C'est cela, la réalité. Donnons plus de pouvoir aux élus locaux, responsables devant leurs concitoyens. Donnons plus de place aux associations, aux citoyens, à celles et ceux qui font. L'État ne doit plus chercher à tout faire. Et donc moi, je veux moins de fonctionnaires qui font des circulaires, mais plus de fonctionnaires responsables sur le terrain. Je veux plus de liberté. Je veux plus de liberté, de reconnaissance de cette intelligence collective qui est là, des solutions qui émergent partout. C'est cela, la vitalité démocratique que nous portons aujourd'hui. C'est celle-là que je veux faire avec vous advenir demain, lorsque nous aurons à présider et à gouverner.

La deuxième chose que nous allons changer pour les Françaises et les Français, c'est leur vie au quotidien. Moi, je veux que nous soyons concrets, pragmatiques, et leur vie au quotidien, elle n'a pas une réponse de gauche ou de droite. Moi, je ne connais pas le Français qui se lève le matin en disant "j'attends du président de la République qu'il me fasse une bonne journée de gauche ou une bonne journée de droite." Ça, il n'y a que dans l'esprit de certains que ça existe. Les Françaises et les Français, ils veulent une bonne journée. Et moi aussi.

Alors pour cela, nous allons mener des actions concrètes, pragmatiques, et je veux prendre quelques engagements clairs : le quotidien de chacune et chacun, c'est d'abord la sécurité. Il n'y a pas de vraie liberté sans la sécurité. Et ce que nous avons vécu en Europe, ces derniers jours, nous a profondément rappelé ce destin commun qui est le nôtre, cette insécurité quotidienne qui est la nôtre et la menace que le terrorisme djihadiste fait peser sur nos vies. Sur ce sujet, j'ai pris des engagements clairs et ils sont, pour votre quotidien, indispensables.

Le premier, c'est de continuer à agir, à agir avec clarté et détermination sur tous les théâtres d'opérations où le terrorisme islamiste sévit. C'est pour cela que j'ai confirmé

Seul le prononcé fait foi.

l'engagement de la France dans les coalitions où elle est présente, en Syrie, au Mali et sur tous les théâtres d'opérations où elle aurait à intervenir si, demain, la sécurité de nos concitoyens était en jeu. Cela, je l'ai expliqué dans un discours fait samedi dernier devant la communauté de défense pour expliquer, détailler, notre engagement en matière de défense. Cet objectif d'atteindre 2% de notre Produit Intérieur Brut à horizon 2025, pour nos armées. Mais c'est un engagement clair, autour d'une feuille de route cohérente. C'est la volonté, partout, de chercher à construire la paix, de préserver le multilatéralisme et donc l'ONU, de garder une grammaire du monde qui est la nôtre. C'est-à-dire un réalisme profond, un attachement à la sécurité de nos concitoyens mais, en même temps, la défense de nos valeurs.

Cela veut dire plus de coopération avec d'autres États membres européens, cela veut dire un dialogue responsable avec la Russie et d'autres puissances. Mais en aucun cas la connivence, l'oubli de la démocratie et de nos valeurs, avec des régimes qui ne les partagent pas. Et c'est là, vous l'avez compris, mon grand désaccord avec d'autres candidats, fascinés, sans doute, par les régimes autoritaires, fascinés par des dirigeants qui ne sont pas, aujourd'hui, des dirigeants amis. Mais c'est aussi pour cette raison que je veux qu'en matière de défense, nous ayons une continuité véritable. La France s'est-elle mal battue, à l'international, contre les terroristes, contre le djihadisme ? Non. Alors certains proposent, par idéologie, de tout balayer, de dire "il faut tout revoir". Pour dire quoi ? À peu près la même chose. Et donc oui, sur ce sujet, je veux une continuité véritable. Je veux poursuivre des engagements profonds.

Votre sécurité, c'est aussi la sécurité du quotidien. C'est les engagements que nous avons pris pour dix mille policiers et gendarmes en plus sur le quinquennat à venir, pour simplifier leur quotidien et être plus efficace. Pour permettre aussi, face à l'insécurité du quotidien, d'avoir des réponses plus directes, plus pragmatiques. Et donc, oui, c'est la possibilité de délivrer des amendes face aux infractions quotidiennes qui, aujourd'hui, restent sans réponse ou avec une réponse pénale mais qui vient si loin après, si longtemps après, et parfois, avec un classement sans suite. Il faut là du pragmatisme, une réponse par un pouvoir d'amende, qui donnera aux forces de police et de gendarmerie la possibilité d'être présentes, fortes sur le terrain, et qui libérera à nos magistrats un temps indispensable pour traiter les dossiers les plus complexes. C'est cette raison pour laquelle, aussi, je veux que nous donnions la possibilité à nos forces de l'ordre d'éloigner du territoire celles et ceux qui sont fauteurs de troubles, font régner la terreur ou rendent la vie impossible, de le faire sous le contrôle du juge, mais de manière rapide, efficace, là où, aujourd'hui, ils demeurent impuissants.

Mais votre sécurité, elle passe aussi par une justice, une justice que je veux plus indépendante, avec une vraie réforme du Conseil supérieur de la magistrature, avec un parquet nommé de manière indépendante et avec une justice plus efficace dont le temps sera libéré par des investissements dans des systèmes d'information décentés, par une meilleure organisation, par une simplification de notre organisation judiciaire dont j'ai, là aussi, parlé il y a un peu plus de dix jours.

(Je n'ai pas entendu ce que vous avez dit. Si c'était une acclamation... Ah, si c'était pour foncer, on est en train, et on va continuer !)

Le quotidien, c'est le travail et le pouvoir d'achat, aussi. Je le dis parce que tout se tient, et parce que vous l'avez compris, si on répond au problème d'insécurité en détruisant la France, en la repliant sur elle-même, on détruit sa capacité à créer des emplois et du pouvoir d'achat.

Seul le prononcé fait foi.

Donc je vous le dis - et répétez-le ! - je comprends la peur qui naît chez certains, je comprends ce qui peut être cru ou entendu. Le terrorisme est tel, est-ce qu'il faut y répondre en fermant tout, en se calfeutrant ? Non. La réponse au terrorisme, c'est ce que j'ai dit, c'est du pragmatisme, de l'engagement, une vraie sécurité, une coopération entre États européens, c'est une Europe de la sécurité qui, au sein de Schengen, comme c'est permis, procède aux contrôles, mais en aucun cas, c'est la fermeture des frontières complète et radicale ! D'abord parce que Schengen nous permet des contrôles aux frontières ! Madame LE PEN ne l'a toujours pas compris. Sans doute, au demeurant, d'ailleurs, Madame LE PEN, sur ce sujet - non, ne sifflez pas, même Madame LE PEN, parce que n'oubliez jamais que la bienveillance est quelque chose qui vous distinguera toujours des autres. Et donc, Madame LE PEN n'a pas dû comprendre que Schengen permettait - d'ailleurs, depuis novembre 2015, nous procédons à des contrôles aux frontières, passons - parce qu'elle a elle-même voté contre à peu près toutes les réformes qui permettaient d'améliorer la sécurité européenne. Alors oui, la fermeture, la destruction de l'Europe, ça n'est pas la réponse à l'insécurité. Ça n'est pas davantage la réponse pour le pouvoir d'achat et le travail. Parce qu'améliorer votre quotidien, c'est retrouver du travail et du pouvoir d'achat !

Alors, pour ce faire, mes amis, le projet qui est le nôtre, eh bien c'est de libérer la capacité à embaucher, à entreprendre, à prendre des risques, avec des mesures concrètes. Supprimer le RSI pour les indépendants qui entreprennent. Simplifier la vie des entrepreneurs en simplifiant le droit du travail, en renvoyant les règles au terrain à l'accord majoritaire d'entreprise ou de branche, en en faisant moins dans la loi, en étant plus pragmatique, résolument, en allégeant les charges et donc en baissant, jusqu'à 2,5 SMIC, de six points, les charges de toutes les entreprises, quel que soit leur statut, y compris dans l'associatif, y compris dans le monde agricole. C'est de les baisser plus encore au niveau du SMIC, en supprimant la totalité des charges générales des employeurs.

C'est aussi, par des mesures concrètes, d'améliorer partout, en particulier dans la ruralité, la capacité à agir, à faire. Moi, je connais les territoires, je connais la ruralité. Je ne supporte plus le discours clientéliste, compassionnel, qui consiste à dire "ce que veut la ruralité, ce sont des aides donc nous, on va continuer les aides, on va les sortir du monde, on va les mettre sous cloche ou les tenir à part." Mais diable ! Ces gens-là n'ont pas vu qu'il y avait dans les campagnes, dans les villages, dans les villes moyennes, dans les petites villes, une France fière d'elle-même, qui a envie d'avancer et d'entreprendre et qui ne demande qu'à faire !

Et donc dans la ruralité, il faut de la simplification. Il faut moins de normes. Il faut déconcentrer et redonner du pouvoir au terrain, là aussi, et beaucoup plus. Il faut arrêter d'avoir les mêmes normes partout en France. La ruralité de montagne, elle n'a rien à voir avec la ruralité de la plaine. Parce que quand on met des dispositions qui valent pour tout le pays, où il faut mettre un pédiluve de deux mètres à l'entrée d'une laiterie, ça n'a aucun sens quand on est dans le Cantal. Et donc oui, le bon sens, en redonnant à celui ou celle qui décide sur le terrain la possibilité de faire, plutôt qu'en donnant tous les pouvoirs à celui qui, enfermé dans son bureau, va décider pour partout, ça, ça aidera la ruralité.

Ensuite la ruralité, elle veut de l'accès. De l'accès ! Parce que ce qui est dur dans nos quartiers comme dans nos campagnes, c'est qu'avec la même énergie, le même talent, la même volonté de faire, il est plus dur d'entreprendre, d'aller apprendre, d'aller créer, parce qu'on est plus loin. Parce qu'on peut être isolé. Parce qu'on n'a pas les mêmes services. Et donc là, l'engagement que je veux prendre, c'est un engagement d'égalité des chances

Seul le prononcé fait foi.

d'accès. C'est, vous savez, cette même philosophie qui m'avait conduit à ouvrir le secteur des autocars avec quelques-uns qui sont là dans la salle. Ah, que n'a-t-on entendu ! Que n'a-t-on entendu ! C'était terrible ! On allait faire un massacre ! Pensez-vous : on ouvrait le marché des autocars ! Mais enfin, ceux-là ont-ils vu que, pour passer d'Avallon à Dijon, c'était difficile de prendre le TGV ? Que tout le monde n'a pas forcément un véhicule individuel ? Eh bien, c'est cela que nous allons continuer à faire, de manière concrète. En faisant quoi ? En redonnant l'accès. L'accès à la santé, en prenant des mesures concrètes pour les déserts médicaux: en doublant les maisons de santé, en maintenant des présences d'hôpitaux de proximité ou une offre publique/privée qui permet d'avoir une offre de soin plus intelligente sur le terrain, en réformant en profondeur l'hôpital, en redonnant plus de place aux médecins dans la gouvernance, en supprimant la tarification à l'activité qui ne répond plus aux besoins du terrain.

Nous allons redonner de l'accès à l'information, de l'accès à la capacité à créer par le numérique. Nous nous sommes battus, Jean-Yves, tu t'en souviens, Patricia aussi, nous étions quelques-uns au Parlement et toi aussi, François. J'ai beaucoup fait pour essayer de pousser les opérateurs à déployer des antennes relais, à conduire des réformes - on en parlait, cher Jean-Baptiste, encore tout à l'heure. Et je sais que c'est encore trop peu. Au début, j'y croyais. On me disait "on a déployé, on a mis une antenne dans le centre-bourg de la commune." Et donc j'allais dans la commune, fier, en disant "grâce à moi, on a déployé une antenne." Simplement, rapidement, les vrais gens arrivaient. Et disaient "oui, là, vous êtes à la mairie, au pied de l'antenne, ça marche très bien. Venez chez moi, à cinq cents mètres : ça ne marche plus du tout." Et malheureusement, c'est vrai. Donc ça ne marche pas très bien. Alors nous avons développé des antennes relais en mettant plus de contraintes. Alors oui, il y a ces réseaux d'initiative publique, souvent portés par les départements, pour aller encore plus vite. Je vous le dis tout net : quand le numérique, quand la 3G ou 4G ne sont pas là, on n'a pas les mêmes droits, qu'on le veuille ou non. Parce que l'accès aux services publics n'est plus le même. Parce que l'accès à l'entrepreneuriat, aux études, à la vie normale, ne sont plus les mêmes. Donc on va prendre des nouvelles contraintes : on va laisser dix-huit mois aux opérateurs. Si sous dix-huit mois, les déploiements ne sont pas faits, les accès ne sont pas assurés, l'État le fera par le plan d'investissements d'avenir que j'ai décidé, de cinquante milliards d'euros.

La possibilité de gagner sa vie par le travail, dans la ruralité, ça veut dire aussi pour les agriculteurs, pour nos paysans, de pouvoir travailler et de vivre décemment avec le prix payé. C'est pour cela que la réforme à laquelle je m'engage, ça n'est en aucune façon de garantir des subventions, des aides. Ce n'est pas cela qu'ils demandent, les agriculteurs. Ils demandent de vivre dignement du prix payé ! C'est, dans la première année, de mettre en place des contrats de filière, avec l'obligation de construire le prix final pour le consommateur à partir du prix de production, du prix investi par l'agriculteur. On ne peut pas avoir des agriculteurs, aujourd'hui, qui ont des produits qui sont vendus en dessous de leur prix de fabrication. Ça n'est plus possible. Ça veut dire une aide pour les jeunes agriculteurs qui s'installent, avec des prêts d'honneur. Ça veut dire aussi un plan d'investissements d'avenir agricole - ça sera une enveloppe de cinq milliards dans mon plan - pour permettre à tous les agriculteurs qui veulent moderniser leur exploitation, qui veulent développer des circuits courts, qui veulent être plus productifs, qui veulent polluer moins, de le faire en étant accompagnés par un investissement de l'État.

Enfin, le pouvoir d'achat, c'est ce qui vous reste une fois vous avez payé tous les impôts, que vous avez payé de quoi vivre, une fois votre salaire gagné. Alors moi, je propose, je l'ai dit, de faire soixante milliards d'économies, sur le quinquennat. Je les fais en responsabilisant les collectivités locales, en supprimant, là où il y a des métropoles, les

Seul le prononcé fait foi.

départements, en donnant plus de flexibilité sur la fonction publique territoriale et en permettant d'éviter les augmentations systématiques, en donnant plus de rémunération au mérite, en développant ces maisons de santé qui permettront, justement, là aussi, de faire des économies, parce que ça évitera que tout le monde aille aux urgences, en ne renouvelant pas tous les fonctionnaires qui partiront à la retraite, en procédant à des réformes en profondeur de certains ministères, en n'ayant que quinze ministres, responsables, comme je vous l'ai dit.

Et ces économies, elles serviront à quoi? Elles serviront d'abord à baisser le déficit de manière raisonnable et raisonnée, pour commencer à baisser la dette. C'est ce que nous devons à nos enfants, c'est leur quotidien de demain. Elles serviront ensuite à baisser les impôts et donc baisser les impôts des entreprises, je l'ai déjà évoqué, mais baisser de la même façon les impôts des Françaises et des Français. Le choix que j'ai fait, c'est de concentrer, justement, cette décision sur les classes moyennes. Je ne propose pas de faire des mesures en faveur des très riches ou des plus riches, j'en propose pour la réforme de l'impôt sur la fortune quand ils investissent dans l'économie parce que c'est nécessaire et je sais l'expliquer. On investit dans l'économie, c'est bon pour tout le monde.

Par contre, qu'est-ce qui est, aujourd'hui, le plus injuste pour les classes moyennes? C'est la taxe d'habitation. Parce que quand vous regardez, aujourd'hui, c'est l'impôt qui est payé par toutes les classes moyennes sans qu'on vérifie votre niveau de revenu. Si vous gagnez deux ou cinq fois le SMIC, vous payez la même taxe d'habitation et elle est très injuste sur le plan du territoire. Dans les grandes métropoles riches, elle est assez faible. Dans les petites villes, dans les villes-centres, où il y a des structures à porter, dans les villes périphériques, elle est élevée. Et c'est la double peine, pour les classes moyennes ! Parce que ces classes moyennes qui parfois doivent travailler dans les métropoles mais qui n'ont plus l'argent pour y vivre et qui font une heure, une heure et demie de route pour aller dans la ville moyenne, elles payent trois à quatre fois plus de taxe d'habitation que les plus aisés qui peuvent rester dans la métropole. C'est ça, ce qui se passe.

Donc je vous le dis, ça contrarie certains : j'exonérerai, c'est-à-dire que je supprimerai, pour 80% des Françaises et des Français, la taxe d'habitation. C'est une vraie mesure de pouvoir d'achat, faites vos calculs. Les communes, elles seront préservées dans leurs finances. Comment? Eh bien parce que, dès la première année, je les rembourserai. Nous évaluerons chaque année, d'ailleurs, les évolutions et elles garderont leur liberté de taux. Si elles veulent augmenter au-delà, elles pourront le faire. Je préserverai l'autonomie fiscale des communes. Pour dix milliards d'euros, financés par ces économies, nous allègerons le fardeau fiscal des classes moyennes françaises.

Enfin mes amis, et j'aurais pu dire tant et tant de choses encore, mais je ne peux vous garder des heures et des heures... La troisième conviction... Ne me provoquez pas parce que ceux qui me suivent savent que j'en suis capable. Et je ne peux pas rester à Dijon non plus ! Mais donc, la troisième conviction que je voulais partager et celle que vous devez colporter, c'est que nous allons, au-delà de la vie quotidienne, décider du futur de notre pays. Nous allons construire l'avenir. Comment? D'abord par l'école, nous sommes le projet qui porte pour priorité première un projet pour l'école et la culture. En donnant plus d'autonomie aux écoles, en donnant la possibilité dans les zones les plus en difficulté, de construire des vrais projets plus libres, en étant mieux rémunéré, en portant à douze le nombre d'élèves par classe en CP et CE1, dans les zones d'éducation prioritaires, en investissant sur l'orientation. Nous allons construire une éducation qui permettra à chacune et chacun une véritable égalité des chances, c'est-à-dire quelle que soit la famille d'où il vient, de pouvoir trouver sa place dans la société. En donnant plus d'autonomie aux

Seul le prononcé fait foi.

universités, en leur donnant aussi des vrais moyens parce qu'elles auront une place dans ce plan d'investissement d'avenir, je veux donner à l'enseignement supérieur et à la recherche la possibilité de participer à ce nouveau modèle.

Ensuite, nous allons construire la manière de produire de demain : avec le numérique, avec l'écologie. Pour cela, il faut, comme je l'ai dit, libérer les initiatives, simplifier. Mais au-delà, nous devons prendre quelques décisions fondamentales, c'est pour cela que j'ai décidé ce plan d'investissement de cinquante milliards d'euros. Nous devons procéder à un investissement massif dans la numérisation de notre État, de notre économie. Nous devons procéder à un investissement massif pour développer les énergies renouvelables, pour développer la rénovation thermique des bâtiments. Vous l'avez compris : pour accompagner la transformation en profondeur de notre pays. C'est aussi pour construire la France de demain que nous portons, nous, des réformes en profondeur, pas des petits ajustements, de ce qui est notre organisation.

Nous proposons une réforme, et je mènerai une réforme en profondeur de notre système de retraite parce que la France de demain a besoin d'un système juste, transparent. Ce que vous allez vivre, c'est un monde fait de ruptures : vous passerez d'un secteur à l'autre, d'un statut à l'autre. Vous ne pouvez plus être dans des systèmes de retraite où je vous défie de savoir quels sont vos droits et donc vous ne bougez pas par peur de le savoir, vous restez dans des systèmes, dans ce qu'on appelle ces régimes spéciaux, dans des prisons votre vie durant. Je ne propose pas de faire vingt milliards d'économies sur le dos de celles et ceux qui vont partir à la retraite dans les prochaines années. Je ne bougerai pas, durant le quinquennat, l'âge légal de départ à la retraite. Je ne modifierai pas, pour toutes celles et ceux qui sont à cinq ans du départ, les règles. Mais nous allons construire, ms amis, une réforme en profondeur pour que progressivement, en dix ans, tous et toutes nous rentrions dans le même système. Il est plus juste : il est plus juste pour les femmes qui aujourd'hui ont moins de droits. Il est plus juste pour celles et ceux qui sont des aidants : il y en a huit millions qui ont auprès d'eux des parents qui sont handicapés, qui sont en situation de dépendance, et qui aujourd'hui n'ont pas ces droits. C'est un système juste où un euro cotisé donnera lieu au même droit à la retraite.

C'est pour cela que je veux aussi mener une réforme en profondeur de notre système de chômage et de formation continue. Nous allons créer un système universel de chômage, tout le monde y aura droit ; mais avec un système de droits et de devoirs. On ne pourra plus refuser plusieurs offres d'emploi. Il y aura un vrai contrôle. Mais chacune et chacun sera dûment formé(e) pour retrouver des compétences. Ces terres de Bourgogne, elles savent ce que c'est que les chocs industriels, elles savent ce que c'est que les déstabilisations. Si nous voulons relever les défis de demain, où il y aura d'autres chocs, mais en même temps des formidables opportunités, nous devons pouvoir massivement former celles et ceux qui tombent au chômage, qui sont fragilisés. Or, aujourd'hui, rien dans notre organisation ne le permet : on forme dans son secteur, dans sa branche, dans son entreprise mais on ne permet pas de rebondir dans la vie.

Et donc oui, moi, je ne veux plus protéger des emplois contre le changement, je veux protéger les personnes dans un monde qui changera. Et donc, c'est pour cela que ce que nous allons faire, c'est une réforme, une transformation en profondeur de cette formation professionnelle et de cette formation continue. Et puis oui, il y a tant et tant des choses dont je voulais vous parler. Mais j'annoncerai, dans les tout prochains jours, un plan ambitieux sur le handicap, parce qu'aujourd'hui, dès l'école - et c'est dans notre projet -, nous ne savons pas insérer les plus jeunes vivant en situation de handicap. Parce que les auxiliaires de vie scolaire ne sont pas là, parce que nous ne les recrutons pas et que nous

Seul le prononcé fait foi.

ne savons pas les payer. C'est une priorité, parce que derrière, ça coûte plus cher, ça coûte plus cher à la société et c'est une injustice terrible.

Et puis, construire notre avenir - expliquez-leur, expliquez-le à chaque Française et Français -, c'est vouloir l'Europe, construire l'Europe. Nous sommes à quelques jours de l'anniversaire du traité de Rome. Ont-ils oublié tout ce qui a été fait? Jamais notre continent n'a vécu avec la paix, la liberté et la prospérité, comme c'est le cas depuis plus de soixante ans. Alors oui, cette Europe, elle traverse des crises, oui, parfois, elle protège mal, on ne la comprend pas, oui, elle est mise en cause, oui, parfois nous-mêmes, nous lui avons manqué. Mais réfléchissez un instant: si nous n'avions pas l'Europe, demain, serions-nous mieux protégés? Lorsque la Chine nous attaque, avec un acier qu'elle vend en dessous du coût de revient, lorsque des géants de l'Internet attaquent, lorsque nous sommes face à des vagues migratoires, lorsque des terroristes nous attaquent, sommes-nous plus forts seuls ou sommes-nous plus forts Européens, réunis? Je n'ai aucun doute là-dessus. Alors oui, cela veut dire, en même temps, mes amis: ne plus laisser la critique de l'Europe aux anti-Européens. Moi, j'aime l'Europe mais elle ne fonctionne pas comme elle le devrait aujourd'hui. Elle doit réagir plus vite, elle doit protéger, elle doit changer ses règles, elle doit, elle aussi, simplifier, ce doit être une Europe qui protège - sur le numérique, sur l'industrie, sur le commerce - nos populations face aux migrations. C'est une Europe avec un vrai droit commun qui gèrera ensemble l'asile, avec des vraies frontières communes où nous embaucherons des vrais garde-frontières, avec une vraie coopération contre le terrorisme.

Et en même temps, ne laissons plus la main à celles et ceux qui doutent de l'Europe. Depuis dix ans, nous ne proposons plus rien. Eh bien l'Europe que je porterai - et dites-leur, partout -, c'est aussi une Europe où nous irons plus loin sur la sécurité, l'énergie et la défense. Et ce sera une Europe de l'investissement, mes amis, avec un vrai budget de la zone euro, avec un couple franco-allemand retrouvé, ce sera une Europe de l'ambition. Et cette Europe, elle aura un socle, celui de sa refondation. Non seulement la France et l'Allemagne, plus largement la zone euro, mais aussi la culture et l'éducation. Nous la rebâtirons par cette culture commune et la culture que nous porterons.

Voilà, mes amis, ce que je vous demande, dans le mois qui vient, de porter et d'aller expliquer. Rien n'est acquis, rien. Soyez des vigilants, soyez des déterminés, soyez des combattants. Le soleil semble être là. N'y croyez pas trop. Ceux qui nous critiquaient hier, ceux qui doutaient de nous ne nous rejoignent pas toujours dans un élan d'amour désintéressé. Et donc oui, il y aura des coups durs dans le mois qui vient. Alors, je vous le dis, mes amis: allez chaque jour, chaque heure, expliquer à nos concitoyens, aux indécis, même aux hostiles, allez expliquer dans les endroits les plus reculés, allez expliquer dans les quartiers où on vous dit "ça ne sert à rien d'y aller", allez sur toutes les terres, parce que ce sont toutes des terres de la République et toutes des terres pour notre projet, allez leur dire que le projet que nous portons, il changera leur vie! Parce qu'il changera notre démocratie en la refondant, parce qu'il changera leur quotidien par la sécurité et le travail et l'accès, parce qu'il changera leur avenir, parce que nous voulons l'avenir et nous sommes le seul projet d'espérance.

Oui, mes amis, durant ces trente jours, soyez les uns et les autres les vrais patriotes, vous défendez la France, vous défendez un projet, un projet ambitieux, un projet de réconciliation, un projet généreux. Vous êtes les patriotes et les progressistes. Battez-vous chaque heure et chaque jour !

Vive la République !
Vive la France!

Merci, merci à vous, merci à vous. Et je compte sur vous!

(Marseillaise)

Aller plus loin

Le replay >

youtu.be/Rfc9M6DiXXM

Article sur notre site >

<https://en-marche.fr/article/meeting-macron-dijon>

Suivez Emmanuel Macron

